

PARTI
OUVRIER
INDÉPENDANT
DÉMOCRATIQUE

Le président Macron n'a aucune légitimité politique !

Pourtant, les institutions de la Ve République
lui donnent tout pouvoir
pour détruire la Sécurité sociale et le Code du travail.

Comment l'en empêcher ? Par l'unité ouvrière !



Elisabeth BACLE

Je vis à **Nogent-le-Rotrou** au centre du « Parc naturel du Perche » et du plus important désert médical du département... En même temps que se développent les panneaux touristiques, les services publics ferment.

⇒ Aux **Gauchetières**, quartier HLM de **Nogent-le-Rotrou**, le centre PMI est réduit à un panneau indiquant la permanence un jour par mois alors que la maternité la plus proche est à **Chartres**, à une heure de route !

⇒ Dans le **Canton de Courville/Eure**, 18 kilomètres de routes départementales et de chemins ont été supprimés en 2016 dans le cadre du plan d'abandon de 1 500 km de routes décidé par le conseil départemental d'Eure et Loir !

⇒ Les services municipaux de transports, cantine, ... sont absorbés et voués à la privatisation par **Chartres Métropole**. C'est le cas à **Lèves** où le maire supprime la restauration municipale.

La raison : les repas des enfants et des personnes âgées bénéficiaires du service municipal coûtent trop cher !!

Nos enfants, nos parents âgés, ... coûteraient trop cher alors que l'argent coule à flots pour les capitalistes et la guerre !

444 milliards d'exonérations de cotisations sociales accordées aux capitalistes en 25 ans, au nom de la défense de l'emploi, alors que les jeunes ne trouvent plus de travail et que le chômage explose !

41 milliards par an pour faire la guerre aux quatre coins du monde au compte des multinationales.

Comment tout cela va-t-il finir ? Il faut arrêter cette folie criminelle !

Ce sont nos écoles, nos hôpitaux, l'ensemble des services publics qui ont besoin de ces milliards !

Réouvrir la maternité, réouvrir de vrais centres PMI avec du personnel qualifié pour y accueillir les mères et leurs enfants.

C'est une nécessité urgente ! Mais qui le fera ?

Le gouvernement Hollande a fait passer la loi de destruction du code du travail à coups de 49-3 et Macron annonce qu'il gouvernera par ordonnances.

Nous sommes en droit de dire :

Il faut abroger la Loi El Khomri, bloquer les licenciements, permettre à tous les jeunes, à tous les travailleurs d'obtenir un vrai travail, un vrai salaire.

La défense de nos droits, la défense de notre existence, celle des jeunes, celle de nos familles, passent par l'abrogation de la Ve République et l'élection d'une Assemblée constituante souveraine.

Une assemblée où les représentants élus du peuple, mandatés, révocables, prendront entre leurs mains tout le pouvoir pour établir des institutions qui correspondent à la démocratie, sans la tutelle de l'Union européenne.



José NICOL

J'ai travaillé à la Poste pendant 40 ans. Dès 1992 avec le traité de Maastricht le service public postal s'est dégradé.

Puis la Poste a été privatisée en 2010 pour répondre aux directives de l'union Européenne qui exige la destruction de tout monopole public dans toute l'Europe (Poste, télécommunications, les chemins de fer, l'électricité, etc.) au nom de « la libre concurrence » pour satisfaire les actuels et futurs actionnaires capitalistes.

Les conséquences :

⇒ *Fermeture des boutiques Orange/France Télécom à Nogent-le-Rotrou et Lucé alors qu'entre 2008 et 2016, 26 milliards ont été versés aux actionnaires d'Orange.*

⇒ *En Eure et Loir, aux guichets de la Poste, depuis janvier 2017 : 186 heures hebdomadaires d'ouverture au public ont disparu. Les bureaux du secteur de Nogent-le-Rotrou ont été réorganisés en 2017, avec 17 h en moins d'ouverture au public par semaine.*

Le saviez-vous ? *Un contrat signé entre l'État, La Poste et l'Association des maires de France (AMF) annonce la suppression de 3 000 bureaux de poste sur les 7 000 qui existent actuellement.*

Cela ne peut pas durer :

Pour rétablir La Poste comme service public, il faut le retour au monopole public.

En 2008, un député du Nord déposa un projet de loi, que j'ai soutenu, de retour au monopole public postal, contresigné par plus de 6 000 élus dont 20 députés.

Son enregistrement à l'Assemblée Nationale fut refusé au prétexte qu'« ***il n'était pas possible que l'Assemblée Nationale défasse une directive européenne*** » !!

La voilà l'image sordide de l'Union Européenne : une machine à broyer les droits sociaux et les services publics, interdisant au peuple d'exercer sa souveraineté.

**Hier, aujourd'hui et demain, en toutes circonstances,
le POID agit pour l'unité ouvrière et la démocratie.**

Partisans d'un gouvernement ouvrier, nous nous prononçons pour l'Assemblée constituante pour en finir avec la V^e République et l'Union européenne.

Partisans de l'unité des travailleurs et de leurs organisations, dans la lutte de classes :

- hier contre l'adoption de la loi El Khomri, aujourd'hui pour son abrogation,
- pour défendre la Sécurité sociale, le code du travail et la retraite

**C'est pour mener ces combats qu'il y a urgence à construire
ensemble un Parti ouvrier**

C'est le sens de notre candidature.

Chaque vote sera l'affirmation consciente de cette exigence.

**PARTI
OUVRIER
INDÉPENDANT
DÉMOCRATIQUE**

Je souhaite prendre contact avec le Parti ouvrier indépendant démocratique

Nom, prénom:

Adresse:

Code postal: E-mail:

POID : 27, rue Alphonse Jacquet 28 300 Lèves – poid28@orange.fr - tél. 02 37 36 01 22